

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE



REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 F ; 6 mois : 600 F ; 3 mois : 350 F
Etranger : 1 an : 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

a besoin de
votre aide
immédiate
Abonnez-vous
Faites des
abonnements
Souscrivez !

Pour la paix en Algérie Négociations sans exclusives ni préalables

Le président a vraiment dû « tailler dans la chair », s'écrie avec désespoir « Le Monde » du 3 décembre. « Face aux abattements symboliques de la Défense Nationale (10 milliards sur 1.200 !) on constate que des économies vont devoir être réalisées sur des secteurs essentiels :

1) Le plan Maspétol, qui prévoit l'augmentation graduelle des investissements publics métropolitains en Algérie a dû être ajourné ;

2) La recherche pétrolière sera ralentie au Sahara ;

3) Sur son budget, déjà insuffisant, M. Garey, ministre de la Construction, devra rogner encore... »

La guerre d'Algérie épuise toutes les forces vives du pays. Tous les politiciens bourgeois sérieux en sont conscients. Les Américains s'inquiètent chaque jour davantage de la prolongation d'une situation qui compromet tous leurs efforts pour conclure une alliance avec les gouvernements bourgeois des pays arabes contre les peuples. Les finances françaises sont délabrées. Le « Marché Commun », tant vanté par nos « Européens », reste inappliqué, du fait des restrictions d'importation imposées à la France par l'inflation galopante qu'elle connaît, comme conséquence directe des 3 milliards par jour qui s'engouffrent dans la « sale guerre ».

Quant aux travailleurs, si leur action directe contre la guerre d'Algérie a été paralysée par les dirigeants du P. S. et du P.C.F. — et si, de plus, un fossé a été souvent creusé entre eux et les travailleurs algériens par les méthodes de gangstérisme employées par le F.L.N. contre ses adversaires politiques — ils ne subissent pas moins, dans leur niveau de vie, les conséquences directes du poids des crédits militaires sur l'économie, et ils ne sont pas prêts à l'accepter sans combattre.

Le dernier quart d'heure a fait long feu. Personne n'espère plus sérieusement en une solution militaire, sauf les représentants patentés des milliardaires d'Alger, à la Soustelle. Chacun sait que, pour briser la volonté du peuple algérien d'être libre, l'impérialisme devra accroître encore considérablement les moyens militaires mis en œuvre, prolonger la guerre de plusieurs années. Or, chaque mois, chaque semaine que dure encore la guerre accroît dangereusement le poids dévastateur qui supportent les travailleurs. Les allusions à une « situation pré-révolutionnaire », au danger de « mouvements révolutionnaires » qui échapperaient même au « contrôle des syndicats » se multiplient dans la presse patronale.

Et pourtant... la guerre continue et le récent débat sur la loi-cadre au Parlement semble attester que le Gouvernement est décidé à la continuer — ou plutôt : n'est

pas décidé à faire le nécessaire pour y mettre fin, à négocier.

La loi-cadre Bourges, qui comportait pourtant tout ce qu'il fallait pour empêcher le peuple algérien de disposer de lui-même, posait néanmoins le problème de l'Algérie en tant que Nation, avec un embryon d'exécutif, c'est-à-dire d'Etat. Pour cette raison, le Parlement l'a rejetée. Celle qu'il vient d'adopter est littéralement délirante : le partage de l'Algérie en territoires « autonomes » qui n'ont aucune réalité historique, et à peine une géographique ; les décisions des Conseils élus par l'ensemble de la population, à la fois soumises au veto des organismes représentatifs des seuls Français et à celui du gouverneur général ; la constitution d'organismes représentatifs de l'Algérie entière rendue pratiquement impossible... Il n'y

R. MONGE.
(suite page 4)

Faut-il manifester à l'Assemblée Nationale ?

SOUS la houlette de Khrouchtchev, les délégués du Staliniisme international, parmi eux Thorez, ont réaffirmé la possibilité de gagner à la cause des exploités le Parlement bourgeois. Sur ce point, les dirigeants socialistes sont parfaitement d'accord avec les dirigeants stalinistes.

L'Assemblée Nationale a investi M. Gaillard. La personne du Président du Conseil n'a d'ailleurs que peu d'importance en l'affaire. Quand Thorez était vice-président du Conseil du Gouvernement De Gaulle, investi par le Parlement, il déclarait : « La grève est l'arme de classe des trusts » et n'hésitait pas à expédier l'Armée massacrée 45.000 Algériens lors de la provocation du Constantinien en 1945. C'est également un Gouvernement à participation communiste qui ordonna le coup de force de HapHong qui, en décembre 1946, allait ouvrir la sanglante guerre d'Indochine.

... Donc le Parlement a désigné M. Gaillard, lequel, avec l'appui des députés a décidé de « tailler dans la chair vive » selon la poétique expression de M. Pflimlin. Près de 300 milliards de crédits en moins pour l'Education Nationale, la Reconstruction, la Santé Publi-

que, etc..., tandis que le biteack augmente de 80 francs le kilo après décision gouvernementale, que tous les prix des denrées essentielles aux travailleurs sont rapidement augmentés.

Le Parlement est donc bien le siège de l'état-major de la vie chère !

En 1955, les métallos de Saint-Nazaire revendiquaient. Le Patronat refusait de céder. Qu'ont fait les métallos de Saint-Nazaire ?

Ils ont occupé les bureaux de la Direction, enlevé d'assaut le siège de l'état-major patronal qui disait « non » à leurs légitimes revendications.

L'ETAT-MAJOR PATRONAL A CAPITULE.

Il est vrai qu'en septembre-octobre 1957, les métallos de Saint-Nazaire et de Nantes n'ont pu obtenir satisfaction à leurs demandes d'augmentation de salaires, même en manifestant.

C'est que, isolés à Saint-Nazaire et à Nantes, ils ne pouvaient vaincre, car le siège de l'état-major de la hausse des prix n'était pas, cette fois, en Loire-Atlantique : MAIS A PARIS, AU PALAIS-BOURBON.

V. LEPAGE
(suite page 4)

UNE ÉTINCELLE d'où la flamme n'a pas jailli

A VEC le XX^e Congrès du Parti Communiste Russe en France, l'idée d'une opposition au sein du P.C.F. devint à la mode. Dans ces cercles d'intellectuels, à la fois quelque peu épouvantés par les brutales révélations de Khrouchtchev et qui feignaient de croire que la « déstalinisation » ouvrait une nouvelle étape démocratique de l'histoire du mouvement communiste, on chuchotait beaucoup. Il fallait aussi « déstaliniser » en France. Pour certains, cela signifiait quelques droits démocratiques ; pour d'autres, une orientation moins « sectaire » du Parti, c'est-à-dire l'appel à toutes les forces de « gauche ».

Pour tous, il s'agissait de dénoncer la direction Thorez, un bulletin, « L'Étincelle », dont le premier numéro, tout en rendant responsable des événements de Hongrie la politique fautive de la clique Rakosi-Geroe, considérait la seconde intervention soviétique comme inévitable et pleinement justifiée. « L'Étincelle » appelait à rester dans le Parti pour y continuer la lutte contre les méthodes fausses et pour redresser la ligne politique. Ses mots d'ordre étaient assez vagues jusqu'à même élaborer une plateforme sérieuse de combat dans le Parti. C'était dire que cette « opposition » ne pouvait aller loin : n'osant s'opposer à l'appareil en tant que tel, renonçant à donner une explication sociale et politique des navrantes erreurs qu'elle se contentait de constater, elle était condamnée à se disloquer très vite car les faits sont là : les véritables oppositionalistes quittent le parti, les autres capitulent devant la direction.

De plus, pour qui connaît tant soit peu le Parti Communiste et

seule responsable, et d'espérer que la marée de la déstalinisation la déboulonnerait...

Inutile de dire que ces conspirateurs de palais, s'ils pouvaient satisfaire le besoin de justification de certains intellectuels tout en leur conservant assez de « raison » pour ne pas rompre avec le Parti ou se heurter trop violemment avec la direction, ne pouvaient en rien répondre aux questions que se posaient les ouvriers communistes. S'ils reflétaient, à leur manière, d'une façon atténuée, l'ampleur de la crise qui secouait le Parti, ils n'en étaient pas un élément

actif, loin de là.

l'efficacité de l'appareil politique et policier qui veille au bon ordre de l'organisation, la clandestinité de cette Opposition ne pouvait être qu'aussi relative que son importance. C'est dire que si des sanctions ne furent pas prises, c'est bien que l'Opposition était tolérée par la direction, qu'elle n'était qu'une Opposition de Sa Majesté. Parmi les milieux intellectuels qu'elle touchait, milieux extrêmement agités par les événements hongrois et polonais, mais prêts à accepter la moindre justification pour ne pas rompre, l'opposition était plus une soupape de sûreté qu'un véritable danger. Et, en fait, elle doit plus sa renommée à la publicité intéressée que lui ont fait des hebdomadaires comme « L'Express » ou « France-Observateur » qu'à la réalité de son action dans le Parti.

Dans le cours de cette action, le groupe de « L'Étincelle » fusionna avec celui qui était « Tribune de Discussion », que l'on disait « plus

(suite page 2)

A semaine dernière, nous avons entretenu, avec une franchise totale, nos lecteurs des très graves difficultés financières qui sont actuellement les nôtres. Leur réponse ne s'est pas fait attendre. Déjà, de nouveaux abonnements, des souscriptions des réabonnements nous sont parvenus.

Pour que vive « LA VERITE », ce mouvement doit se poursuivre et s'amplifier. Ce sera le cas, nous en sommes persuadés ; car nombreux sont les militants ouvriers, les jeunes à la recherche d'une issue révolutionnaire, comme les vieux, fidèles au communisme authentique, qui comprennent que « LA VERITE » leur est une aide précieuse, indispensable dans leur action quotidienne.

Nous, de notre côté, sommes résolus à ne rien négliger pour que « LA VERITE » soit, de plus en plus, l'œuvre commune de ses rédacteurs et de ses lecteurs. C'est pourquoi, après le succès remporté par notre enquête sur la signification que prend, pour nous contemporains, la Révolution d'Octobre 1917, nous en ouvrons une autre, directement liée aux préoccupations quotidiennes de tous les travailleurs. Quelles revendications, quels moyens d'action peuvent assurer la défense contre la misère menaçante, la conquête d'une augmentation de salaires substantielle ?... Comment assurer la conclusion victorieuse des prochaines luttes ?

Au cours de ces dernières années, de grandes batailles ont été livrées par les travailleurs. Ils n'ont pourtant pu obtenir satisfaction. Les directions syndicales ont fait échec à leur volonté d'une action d'ensemble. Mais une expérience d'une richesse inégalable s'est amassée dans la tête de centaines et de centaines de milliers d'ouvriers, d'employés, de travailleurs de toutes les corporations. C'est cette expérience que nous chercherons à faire s'exprimer — d'une façon, certes, bien étroite, nous en sommes conscients autant que quiconque — dans nos colonnes à travers l'enquête.

(suite page 3)

LES DIRIGEANTS STALINIENS CONTRE LE DROIT DU PEUPLE ALGERIEN A DISPOSER DE LUI-MEME

TOUTE la politique française se centre maintenant autour du problème algérien. Sur cette question des questions, quelle est la position du Parti Communiste Français ? Exprime-t-il, par les actions qu'il entreprend, par ses déclarations au Parlement, par sa presse, la volonté des masses populaires d'en finir avec ce sanglant conflit ? Exprime-t-il les intérêts de ces masses, pour qui ce conflit ne peut s'achever que par une solution juste, c'est-à-dire non par une solution « préservant les intérêts légitimes de la France » (en clair, les intérêts des groupes capitalistes), mais par une solution favorable aux intérêts communs des peuples français et algériens qui ont les mêmes ennemis ?

Poser la question, c'est presque y répondre. L'attitude du Parti Communiste est évidente. Ses « actions » contre la guerre d'Algérie demeurent au niveau du

bluff publicitaire et de la nécessité d'entretenir la bonne conscience des militants. Nulle mobilisation des masses sur l'objectif précis d'imposer, par une lutte révolutionnaire, la fin de la guerre d'Algérie, n'a été envisagée. Après avoir, en 1956, saboté toutes les possibilités d'un combat général contre le rappel des disponibles pour le retrait du contingent, la direction du P.C.F. s'est maintenant réfugiée dans la gestulation inefficace qui lui est chère depuis les campagnes « contre la bombe atomique » : signatures, délégations, etc...

Il ne s'agit pas de sottise ni d'impuissance : comme à l'égard des luttes revendicatives, ce que le P.C. craint le plus dans une intervention des masses dans l'affaire algérienne, c'est qu'elles échappent, au cours de la lutte, à son contrôle et mettent en avant leurs propres objectifs.

un Ferhat Abbas. Ce qui lui paraît dangereux, au premier chef, ce serait de donner, comme le réclament Messali Hadj et le M.N.A., la parole au peuple algérien pour qu'il désigne en toute liberté ses authentiques représentants, seuls qualifiés pour traiter en son nom.

Ainsi s'éclaire un éditorial de « L'Humanité » du samedi 30 novembre, où Yves Moreau polémiquait avec ceux qui refusent la négociation sous le prétexte que le F.L.N. est « insuffisamment représentatif ». Il aurait pu facilement répondre qu'il s'agit là d'un faux prétexte puisque c'est avec le peuple algérien qu'il faut négocier, non avec le seul F.L.N. Il préfère affirmer que le F.L.N. est représentatif, qu'il est « l'interlocuteur valable »...

La politique du Parti Communiste à l'égard du problème algérien forme donc un tout qui peut se résumer ainsi : il faut parvenir à un règlement politique de la question algérienne qui préserve la sta-

bilité du régime bourgeois en France, qui entrave le développement révolutionnaire en Afrique du Nord, mais qui rende en même temps les éléments de la bourgeoisie française favorables à la négociation, débiteurs du Parti communiste, de son appui et partant, sensibles aux besoins de la diplomatie soviétique.

Cette politique n'a rien à voir, ni avec les intérêts du peuple algérien et sa légitime volonté d'indépendance, ni avec les intérêts des masses populaires françaises pour qui chaque coup porté à leur bourgeois est une victoire. C'est pourquoi, à propos de l'Algérie comme à propos des luttes revendicatives, il est nécessaire pour mener la lutte contre l'ennemi de classe, de lutter avec autant de ténacité contre la politique du P.C.F., contre son appareil bureaucratique, pour que les travailleurs organisent et contrôlent leurs propres luttes, et fixent leurs propres objectifs.

F. FORGUE.

Une étincelle d'où la flamme n'a pas jailli

(suite de la première page)

révolutionnaire », plus « sectaire » aussi, obnubilé par un retour du Parti à sa pureté d'antan. Objectif d'ailleurs fort honorable, bien que non moins utopique ; mais cette nouvelle variété d'opposants n'est jamais allée bien loin dans la définition des moyens de ce retour...

Mais les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures et l'opposition (sic) communiste (resic) vient de révéler son véritable visage. « L'Etincelle » cesse de paraître et s'en explique dans une déclaration. Il s'agit de « ne pas se couper des meilleures forces du mouvement communiste ». Car l'opposition de sa majesté est satisfaite. Tout va pour le mieux, la déstalinisation est un processus irrévocable, la chute du groupe Molotov en est la preuve et l'éviction du groupe Molotov signifie à plus ou moins longue échéance l'éviction de nos propres molotoviens. Alors, pourquoi s'en faire ? « Le fléau de la balance penche du côté des anti-staliniens ». En conséquence, l'opposition se fait gaillardement hara-kiri... Le plus amusant, c'est qu'elle le fait au moment même où la direction du parti contrôlée avec plus de dureté que jamais les intellectuels du parti, imposant à la revue « La Nouvelle Critique » une purge qui en fait, de droit, ce qu'elle était déjà en fait, l'organe du kanapisme intégral.

Pour sa part, le groupe de « Tribune de Discussion » ne se saborde pas, pas encore en tout cas... Il tient à continuer la lutte, mais souligne-t-il est prêt à cesser toute activité fractionnelle aussitôt que des changements importants dans l'orientation politique ou le régime intérieur du parti rendront concrètes les perspectives d'un redressement démocratique et révolutionnaire de celui-ci ». De plus il considère — et c'est là que se manifeste le véritable caractère de cette opposition de « gauche » — qu'il faut soutenir les formes nouvelles de lutte contre la guerre d'Algérie préconisées par le Comi-

té Central. Y compris le sabotage de toute lutte réelle ? Y compris le « compromis de gauche » auquel on invite Faure et Mendès ? Y compris les crimes du F.L.N. ?

Les « observateurs informés » ont répété avec insistance que les animateurs de « Tribune de Discussion » seraient des trotskystes (« L'Express » le dément. Pour une fois, nous sommes bien d'accords avec lui. Ce ne sont certainement pas des trotskystes qui participent à une pareille opération de confusion, dont seul l'appareil sera bénéficiaire.

F. F.

« Que représente pour vous la révolution d'octobre ? »

Des réponses continuent à parvenir à notre enquête, ouverte à l'occasion du 40^e anniversaire d'octobre 1917 : nous publions aujourd'hui celle d'un jeune militant qui nous raconte son expérience à l'U.J.R.F. et au P.C.F., et comment l'affaire Marty contribua à lui faire voir clair. En même temps que sa réponse, ce camarade nous a fait parvenir sa demande d'adhésion au P.C.I. (Trotskyste).

Pour nous, les jeunes, qui n'avons pas connu ces moments historiques qui, à l'époque, ont dû bouleverser le mouvement ouvrier, il nous est difficile de parler d'octobre 1917, surtout après toutes les falsifications, les mensonges, dont on nous a saturés pendant des années, alors que des faits réels importants nous étaient cachés.

Malgré cela, il reste que la Révolution était la fin d'un régime d'oppression. Les ouvriers, paysans et soldats, en armes, prenant le pouvoir pour établir un régime socialiste : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour mon compte personnel, après les mensonges de l'enfance sur les Bolchéviks les communistes que l'on représentait comme des bandits (la légende de l'homme au couteau entre les dents !), puis la période de guerre avec les crimes des fascistes hitlériens contre les communistes, j'en suis arrivé à réfléchir à tout cela et, en 45, je suis entré à l'U.J.R.F. où je n'ai appris de ces événements que ce que la littérature stalinienne, avec ses falsifications, en disait. Aussi, je ne voyais que par Staline, Thorez et le P.C.F.

En 48, j'adhère au P.C.F., croyant aller plus avant. Hélas ! c'était encore pire qu'à l'U.J.R.F. Aussi, j'en suis arrivé à me poser des questions et à en poser aux responsables du parti ; mais c'était toujours des réponses qui n'expliquaient rien. On me présentait les Trotskistes comme des traîtres, des policiers, etc... D'ailleurs, tout ce qui ne suivait pas fidèlement la ligne du P.C.F. était policier. C'était déjà assez pour me troubler et en 52, à l'exclusion de A. Marty, c'a été le comble. Comment, du jour au lendemain, on traîne un homme dans la boue ? Après des dizaines d'années de militantisme, on s'aperçoit que Marty est un traître, un « policier » ? Vraiment, c'est une manie, ce mot « policier »...

Aussi, écoeuré, j'ai donné ma démission du P.C.F. et je suis entré en correspondance avec A. Marty. Je me suis renseigné sur son affaire et j'ai appris ainsi bien des choses sur les trahisons dans les P.C.

Depuis, après bien des essais plus ou moins sérieux, je pense être arrivé au but recherché, en repartant des sources, j'ai compris que la Révolution d'Octobre avait été

trahie, ainsi que Lénine, que bien des militants sincères ont été bafoués insolamment.

Aussi, je pense qu'il est nécessaire de débordier tous les appareils politiques, et de s'orienter vers les Conseils ouvriers, comme en Hongrie, par une direction ouvrière de la Révolution Mondiale.

Pour le vrai communisme !

La justice et les grèves tournantes

Le tribunal correctionnel de Nantes vient de rendre un jugement suivant lequel sont considérés comme une « faute lourde », justifiant la mise à pied d'un travailleur, des interruptions successives de travail, « brisant ainsi le rythme d'une production qui exige un ordre d'urgence déterminé et de continuité » ; dans ces conditions, il y a, dit le jugement, manquement grave aux conditions du travail.

C'est là l'un des résultats de la tactique des organisations syndicales qui, après des grèves totales et des mouvements d'une certaine ampleur, dans plusieurs régions industrielles, se refusent à lancer le mot d'ordre de la grève générale, pour s'enfoncer dans la tactique des grèves tournantes, usine par usine, atelier par atelier, équipe par équipe.

Les patrons ne pouvaient laisser échapper une telle occasion de frapper les militants ouvriers. Ils en licencieront un certain nombre.

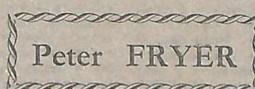
Les organisations syndicales raideront leur attitude, d'autant plus ferme, sur qu'elles étaient molles et incertaines pour lancer les seuls mots d'ordre d'action qui auraient permis d'arracher la victoire.

Et tout cela se termine par le jugement que l'on vient de rappeler.

Aux dernières mesures des organisations ouvrières et syndicales, les patrons et les juges répondent par des sanctions et la répression anti-ouvrière.

Une leçon à ne pas oublier.

F. T.



Peter FRYER

DEPUIS que j'ai commencé cette série d'articles (1) sur la situation dans la gauche anglaise, il y a eu quelques développements intéressants dans le P.C., qui méritent d'être mentionnés avant de conclure. Six mois après le Congrès de Pâques, l'attitude de la direction vis-à-vis de l'« opposition » était extraordinairement hésitante et molle. La seule exclusion qui avait été prononcée était celle de l'auteur de ces lignes — exclusion, à vrai dire, difficilement évitable. La seule autre sanction connue était l'exclusion, par un Comité de District, d'un de ses membres qui avait informé les « Newsletter » (2) de certaines discussions qui s'y étaient produites. En mai, la direction publiait une « lettre politique » qui faisait une vague référence à l'incompatibilité entre la participation aux Forums socialistes et l'appartenance au parti.

Maintenant, cependant, les gants de velours sont tombés et la chasse aux sorcières fait rage de nouveau dans le parti. Dans une section du Kent, pas loin de Londres, 3 membres ont été exclus et 2 suspendus pour avoir convoqué une réunion à laquelle 2 camarades éminents devaient expliquer pourquoi ils avaient démissionné du parti. Dans le centre industriel de Leeds, après l'exclusion de postes responsables de 4 membres, pour des raisons analogues, le Comité de Rayon a recommandé au Comité de District (qui est au-dessus des membres du F.C. à entendre le rapport d'un délégué au récent Congrès du Labour Party. Et le secrétaire du Comité de District de Londres des Forums socialistes depuis le début, Brian Pearce, de faire une déclaration que le Comité discuterait lorsqu'il examinerait « quelle mesure il convenait de prendre ». La réponse de Pearce fut d'écrire, aux « Newsletter », geste

« Si l'y a des gens qui essaient de « contrôler » les Forums, ce n'est sûrement pas le cas du Parti communiste. Aucun autre groupe socialiste n'a prétendu empêcher ses membres d'y participer. La prétention des obscurantistes

NOUVELLE VAGUE DE

de King Street (le siège du P.C. anglais dans un ghetto mental, démontre un des Spoutniks ».

En fait, à l'origine de ces nouvelles militants de base du parti rencoiffés critiques du stalinisme, mais des critiques tant. Il est ridiculement facile, pour politique comme celle de l'école du N.P. de classe en faveur d'un humanisme et. Et l'évolution vers la droite de certains importants a été une arme utile pour les dirigeants staliniens, et les troubles d'une critique principielle, cohérente, de la gauche, comme les membres du Forums. Aussi font-ils tout ce qu'ils peuvent de la contamination.

D'où le spectacle d'un parti dont le comportement a récemment intitulé : « A bas de protester contre la liste d'organismes établie par la direction du Labour Party, de ses propres membres contre certains

Non qu'ils aient beaucoup de succès à Londres, une fraction qui travaille groupes précédents, maintenant dispersés

- a) Sa composition presque exclusive
- b) L'aptitude de quelques-uns de sa pratique, aussi bien qu'à discuter
- c) L'influence qu'ont sur elle les marxistes du stalinisme.

L' "intransigeance" du F.L.N.

UN jour, le préalable de l'indépendance est abandonné, un autre jour, il est remis en avant ; le lendemain, nouvelle volte-face. M. Fehrat Abbas est en Suisse, ni à l'O.N.U., ni au Caire, après un mystérieux accident. M. Yazid se contorsionne. M. Mendès-France dit : « Non », Bourguiba, après avoir dit : « Non, peut-être », réaffirme « Oui » avec force.

M. Pineau dit officiellement : « Vive la loi-cadre ! », et, dans les coulisses, la loi-cadre n'a, pour lui, aucune importance. Seuls prennent au sérieux la loi-cadre l'extrême droite et, à gauche, les observateurs éclairés les Bourdet, Martinet, Barrat qui, de surcroît, après avoir inventé et soutenu le « Préalable de l'Indépendance », seraient particulièrement heureux de voir aujourd'hui le F.L.N. l'abandonner ouvertement.

En fait, nous l'avons à maintes reprises expliqué, le préalable du droit à l'indépendance n'a toujours couvert qu'une fausse intransigeance.

Demander à l'impérialisme de discuter sur la base du « droit à l'indépendance », c'est accepter que la mise en pratique de ce droit « éventuel » soit soumise au bon plaisir de l'impérialisme. Le peuple algérien ne demande pas à l'impérialisme de lui concéder un vague et éventuel droit à l'indépendance. Il exige, comme tous les peuples, que lui soit reconnu le droit à disposer librement de lui-même. Les conversations multiples et répétées entre Commin, Yazid, Khidder et autres ont d'ailleurs opportunément montré le cas que le F.L.N. a fait de ce fameux préalable, lequel, abandonné rapidement, faisait place à la revendication unique du monopole pour le F.L.N., octroyé par le gouvernement français dans un gouvernement algérien, dans le cadre d'une caricature d'autonomie interne.

Devenir ministre dans un gouvernement instauré avec la bénédiction de l'impérialisme, tel est le but suprême que recherchent Yazid, Lamine Debaghine et autres. Enfin, siéger avec des Messieurs bien, assis sur des strapontins, mais avec un maroquin !

Mais ce préalable qu'allègrement le F.L.N., et avec lui Bourdet, Martinet, le P.C.F., s'approprient à abandonner après l'avoir considéré comme le fin du fin de la solution, aura coûté cher au peuple algérien. C'est soi-disant pour imposer ce préalable — en fait, pour s'imposer comme seul interlocuteur — que le F.L.N., a engagé la bataille d'Alger en janvier 1957, la criminelle politique des atten-

tats aveugles faisant le jeu des ultra-colonialistes. C'est pour s'imposer comme seul interlocuteur « valable » que le F.L.N. a lancé ses thèses contre le M.N.A. et l'U.S.T.A., après que tous ses dirigeants se seront réfugiés en Suisse, au Caire, à Tunis, à Rabat et à New-York. C'est l'ensemble de cette politique qui, combinée avec la criminelle politique du P.C.F. et du parti socialiste, culminant avec le vote des pouvoirs spéciaux, a permis aux Paras de Massu de mettre en place leur dispositif de guerre totale.

DEFENDONS LA V. (suite de la première page) te que nous ouvrons et que nous précisons davantage la semaine prochaine.

Mais, pour cela, il faut que vive « LA VERITE ». Ami lecteur ! Sais-tu que, si tu nous envoies chaque mois 200 francs et que 499 autres lecteurs t'imitent, ou 500 fr. et que ton exemple ait 199 imitateurs, nos problèmes seraient bien près d'être résolus ?

Certes, 500 francs, même 200 francs, cela pèse lourd dans un budget ouvrier. Pour beaucoup, cela peut être un véritable sacrifice. La survie du seul journal révolutionnaire mérite-t-elle ce sacrifice ? Nos lecteurs, nous en sommes persuadés, répondront par l'affirmative. Le journal le plus saisi depuis le 1^{er} novembre 1954, parce qu'il n'a pas voulu mentir à ses lecteurs, n'a jamais fait appel à eux en vain.

Des versements mensuels réguliers, assurés, même minimes, sont le plus sûr moyen — avec les abonnements — pour nous aider à équilibrer notre budget. Et pourquoi ceux qui prendraient un tel engagement, ne constitueraient-ils pas des « Comités de défense de « LA VERITE » ? ... Nous aurons peut-être l'occasion d'en reparler bientôt.

LA VERITE.

TUBERCULOSE OU CANCER ?

L'APPAREIL CONTRE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Le rideau est retombé à nouveau, dans la presse bourgeoise, sur les événements de Pologne. Le mur de silence qu'avaient crevé les protestations des étudiants de Varsovie se dresse à nouveau. Les grands hebdomadaires « de gauche » restent obstinément silencieux, quand ils ne continuent pas, comme L'Express, la sinistre besogne qui consiste à salir les intellectuels révolutionnaires en affirmant, sous la plume de K.S. Carol, que les « révisionnistes » n'ont plus rien de commun avec le communisme. Pourtant, les rares informations qui parviennent de Varsovie sont significatives du nouveau cours de Gomulka et d'une orientation ouvertement contre-révolutionnaire.

L'affaire de la revue Europa est, à cet égard, signifi-

ficative. Le Gouvernement, au printemps, avait autorisé la parution de cette revue littéraire mensuelle, dirigée par les plus grands noms de la littérature polonaise, par les militants communistes les plus renommés du monde des Lettres. Elle se proposait de servir de trait d'union entre les intellectuels Polonais et les intellectuels du monde occidental. Son tirage avait été autorisé à 10.000 exemplaires. Le premier numéro devait paraître le 1^{er} novembre. Or, Europa a été interdite et tout porte à croire que la décision d'interdiction avait été prise avant même la remise à la censure des épreuves du premier numéro. Le prétexte invoqué par les officiels, en l'occurrence Jerzy Morawski, qui a été chargé d'expliquer l'interdiction, est le contenu trop « politique » de cette revue.

Quatre des cinq membres du Comité de Rédaction d'Europa ont remis leur démission du P.C. en signe de protestation. Ce sont : Jerzy Andrzejewski, rédacteur en chef ; Mieczyslaw Jastrun, Pawel Hertz et Juliusz Zwawski. On ignore encore la décision que prendra le dernier de l'équipe à n'avoir pas encore rendu sa carte du Parti : le poète Adam Wazyk, l'auteur des célèbres Poèmes, pour Adultes.

La démission de Jerzy Andrzejewski ne manquera pas d'avoir un profond retentissement en Pologne. Député communiste connu comme romancier, il est l'auteur du célèbre pamphlet contre la propagande stalinienne intitulé Lamentations d'une fête de papier, qui circula clandestinement pendant plus de 2 ans avant d'être finalement publié en 1956, et qui a été traduit dans le Numéro spécial des Temps Modernes sur la Pologne. Il avait été ainsi l'un des animateurs de la résistance des intellectuels au stalinisme et de la renaissance révolutionnaire qui devait aboutir à octobre dernier. Depuis, il avait écrit le scénario d'un film intitulé « Le sentiment perdu » qui, s'attaquant au problème des « hooligans », montrait que ce phénomène social avait ses sources dans la structure même de la société polonaise actuelle. La censure a interdit le film parce que d'esprit « négatif » ; il n'est pas possible à un communiste aujourd'hui, dans la Pologne de Gomulka, d'exprimer une sympathie humaine pour les « hooligans » dont la propagande officielle fait des boucs émissaires et des agents de l'impérialisme. Les mêmes forces qui s'étaient liguées contre Andrzejewski de 53 à 56 réessissent aujourd'hui à lui imposer silence.

Pendant ce temps, les Commissions de contrôle ont commencé le travail d'épuration qui doit faire du Parti l'organisation monolithique exigée par Gomulka. Bastion des stalinistes de l'appareil, elles frapperont plus volontiers les ré-

volutionnaires que les stalinistes attardés. D'ailleurs, Gomulka lui-même leur a tracé la ligne de conduite à suivre lorsque, dans son discours de clôture au Plenum du C.C., il a expliqué que les tendances dogmatiques et conservatrices (c'est-à-dire stalinienne), étaient une simple « grippe », alors que les tendances révisionnistes (c'est-à-dire révolutionnaires) étaient une véritable « tuberculose ». Et les chirurgiens de l'appareil n'y vont pas par quatre chemins : on annonce la prochaine épuration de l'organisation de la Jeunesse socialiste, tellement épurée à l'heure actuelle qu'elle a été pratiquement dissoute à l'Université Polytechnique de Varsovie pour le soutien que ses jeunes militants avaient apporté à

l'équipe de Po Prostu... La presse officielle se lamente sur la décadence de cette organisation à laquelle bien des espoirs avaient semblé permis après octobre, sous l'impulsion des jeunes de l'Union de la Jeunesse Révolutionnaire, aujourd'hui exclus. C'est qu'en réalité, le mal est irrémédiable. Mieczyslaw Bibrowski, dans Nowa Kultura du 10 février, l'avait appelé par son nom : le stalinisme est le cancer du mouvement ouvrier. L'appareil ne peut tolérer aucune discussion politique ni littéraire sans risquer de mettre en péril sa domination et son existence. C'est la démocratie ouvrière qui est son pire ennemi.

P. BRABANT.

UNE LETTRE DE CHINE

L'HEBDOMADAIRE trotskyste américain The Militant a publié récemment une lettre qui lui a été adressée de Hong-Kong par un camarade trotskyste chinois, Mei Lei-Tar.

Mei Lei-Tar retrace l'agitation des étudiants chinois déclenchée à la suite du discours de Mao sur les « contradictions ».

« Dès que le discours de Mao sur les contradictions atteignit les universités, les étudiants commencèrent leur activité... Ils demandaient la démocratie dans les écoles et l'abolition du système du « comité du parti » qui régit en fait les établissements scolaires... »

« Puis les étudiants formèrent leurs propres organisations, légales ou clandestines. Tan Tien-Yang, dirigeant étudiant de l'Université de Pékin forma le « Groupe Hegel et Engels » et l'« Association des Cent Fleurs ». Wu Kai-ping, dirigeant étudiant de l'Université de Wuchang-Hankow, publia « Flamme », un journal. Des étudiants militants de l'Université des Enseignants de Pékin fondèrent l'« Association de la Médecine Amère » — allusion au proverbe que plus amère est la médecine et plus efficace la cure — et publièrent « La Voix de la Base ». Tchao Tsung-yu et Pei Ping-Fu, dirigeants étudiants de l'Institut des Enseignants de Slan formèrent l'« Association de la Renaissance ». Les membres de la Ligue des Jeunes Communistes de l'Institut Musical de Tientsin formèrent l'« Association du Franc-Parler » et publièrent « Porte Ouverte ». Les rassemblements les plus importants eurent lieu à l'Université de Pékin et de Wuchang-Hankow où ils se firent autour de Lin Hsi-Ling, dirigeante de l'Université de la Chine populaire, une Université pour les cadres du P.C.

Lin a 21 ans, elle est membre de la Ligue des Jeunes Communistes et étudiante en Droit. Elle a rejoint à 13 ans l'Armée Communiste de Libération... Analysant les racines sociales des trois abus que la campagne de « rectification » était censée corriger, elle parvint à la conclusion qu'ils étaient les produits du régime existant. Elle souligna que « la couche supérieure de la société chinoise d'aujourd'hui ne coïncide pas avec la base économique socialisée ». Et, puisque « la base économique socialisée de notre pays est progressive, c'est la superstructure qui doit être fonda-

mentalement changée ». Elle cita Engels pour démontrer que le socialisme ne pourra pas être construit dans un seul pays, et Lénine pour montrer que le socialisme signifie l'élimination des classes. Et elle en vint à démontrer que l'U.R.S.S. et la Chine ne sont pas encore des états socialistes.

Lin disait : « La société socialiste authentique est pleinement démocratique. Puisque nous n'avons pas la démocratie, j'appelle notre société « le socialisme bâti sur le féodalisme ». Elle ajoutait : « Je n'approuve pas le réformisme, mais les changements fondamentaux ». « Il n'est pas suffisant que le Parti déclenche une campagne de « rectification » ou adopte une série de réformes comme concessions au peuple. Le peuple n'est pas un idiot qu'on peut manœuvrer à son gré. Résoudre le problème de la Chine aujourd'hui dépend exclusivement de l'action du peuple ».

Le mouvement étudiant ainsi déclenché devait élargir son action au cours du mois de juin 1957. La répression se déchaîna contre eux à la suite d'une manifestation des étudiants de l'Université de Hangyang : trois des dirigeants, dont Wang Chien-Kouo, militant communiste, ont été exécutés d'autres condamnés de cinq à dix ans de prison. Sous le prétexte de la « lutte contre les droitières » le P.C. Chinois lança sa contre-attaque contre les révolutionnaires authentiques qui avaient animé le mouvement étudiant, essayant, suivant la classique méthode de l'amalgame stalinien, de les lier à des éléments procapitalistes ou féodaux.

SANCTIONS DANS LE P.C. ANGLAIS

(N.D.T.) de maintenir leurs membres certain manque de confiance, en dépit

sanctions, il y a la crainte de voir crêper, non pas n'importe quels vieux marxistes : c'est là un point important. Les stalinistes, d'utiliser une évolution Reasoning, qui abandonne la lutte fraternelle, pour impressionner les ouvriers, critiques intellectuels parmi les plus jeunes. Ce qui trouble réellement est de plus en plus, c'est l'existence de nourrie et bien informée, venant parli pouvaient en entendre dans les avril pour préserver leurs adhérents

rares écrits du secrétaire général en interdiction !), un parti qui ne cesse d'être proscrié pour leurs membres, et qui use du même procédé vis-à-vis des idées ! dans ce domaine. Il y a actuellement, dans le P.C., et qui se distingue des autres, par :

ement ouvrière. Les membres à faire du travail de ce qui ne va pas dans le parti. Les idées marxistes et une appréciation

Ce groupe publie un bulletin ronéotypé, plutôt primitif, qui répand des informations sur les méthodes bureaucratiques de la direction et encourage les militants à une résistance concertée. Dans cette fraction, certains croient que le P.C. anglais peut être régénéré, d'autres pensent que l'objectif de leur travail doit être d'entraîner le plus grand nombre de marxistes à entrer dans le Labour Party. Mais leur activité pratique immédiate aux uns et aux autres est identique, l'expérience du travail concret contre la direction stalinienne devant trancher entre eux.

Il serait absurde d'exagérer l'importance de ce groupe, ou des groupes analogues qui existent à Leeds et dans la J.C. de Londres. Mais le fait qu'ils existent, en dépit du fait que le parti a perdu des milliers de membres depuis 12 mois, démontre que la fermentation continue et qu'un travail patient et consistant pour persuader les dissidents qu'outre le stalinisme, il existe une forme très différente et authentique, de communisme, peut porter ses fruits.

Les stalinistes, s'ils manquent d'idées et d'arguments, ne sont à court ni d'injures ni de calomnies. Les dissidents sont qualifiés d' « anti-partis ». Cette accusation est portée par ces Messieurs, sous la direction de qui le parti a perdu des milliers de membres. Elle émane de ces « défenseurs de l'U.R.S.S. » qui n'ont pu rassembler, à l'occasion d'un meeting pour le 40^e anniversaire, qu'une poignée de fidèles, et qui ont dû avouer, le mois dernier, que le résultat de leurs appels à la « souscription » était si minime, qu'ils se trouvaient devant le « déficit le plus catastrophique ». Ce sont eux les « liquidateurs ». La vole vers un mouvement communiste puissant et influent en Angleterre passe par la dénonciation de ces hommes, dont la faillite devient de plus en plus manifeste pour leurs adhérents.

- (1) Voir « LA VERITE » à partir du n° 474.
- (2) Le bulletin édité par Peter Fryer.

Achetez

TOUS VOS LIVRES

A LA S. P. E. L.

5, rue de Charonne

— PARIS (XI) —

Livraison franco de port pour toute commande à partir de 1.000 francs

Une nouvelle enquête de « LA VERITE »

Comment assurer la victoire des revendications ?

LA grève des Gaziers et Electriciens et des Métallurgistes d'octobre dernier, celle des Services Publics dernièrement, la grève des Postiers dans le Nord pour faire respecter le droit de grève, bien que les appareils syndicaux aient réussi à la contenir, dans le cadre régional, sont l'expression ouverte du mécontentement ouvrier.

Malgré la volonté des directions syndicales et politiques de cloisonner et d'isoler les luttes de chaque corporation de mettre en avant des revendications diversifiées à l'extrême, les travailleurs se préparent à engager la lutte d'ensemble. Si la situation sur le front revendicatif semble redevenue apparemment calme, il ne s'agit que d'une accalmie temporaire, et les manifestations de rues de ces dernières semaines montrent que les travailleurs, pour régler leurs problèmes, doivent s'affranchir du carcan dans lequel les appareils syndicaux les enserrment. La manifestation des Services Publics montre la volonté des travailleurs d'aller au Palais Bourbon, malgré l'opposition des dirigeants syndicaux. Dans les mois à venir, ils chercheront inévitablement, en dehors des appareils, les voies et les moyens de préparer la lutte d'ensemble.

Notre journal essaiera de toutes ses forces d'aider la classe ouvrière à définir les voies et moyens de la victoire des revendications, notamment en faisant, dans chaque entreprise, des comités de luttes, et en prenant contact avec les autres entreprises où se trouvent posés les mêmes problèmes.

Dans cette perspective, « LA VERITE » va ouvrir une vaste enquête dans toutes les corporations, sur l'expérience des luttes ouvrières des dernières années et les leçons à en tirer.

Pour rechercher les revendications susceptibles d'unir les travailleurs, ce qu'ils pensent des grèves partielles et de la grève générale, ce qu'ils comptent faire pour déborder les directions syndicales, pour assurer leur contrôle sur leurs mouvements, « LA VERITE » ouvre ses colonnes à tous les travailleurs qui désireront s'y exprimer. Les formes que prendra l'enquête, nous les précisons prochainement, avec l'aide de tous nos lecteurs.



A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE A LA RECHERCHE DE LA PAIX SOCIALE

LES fabricants de « paix sociale » ont, en ce moment un boulot qui pour faire tomber dans ce panneau publicitaire, idyllique, la masse des travailleurs que la politique d'Union Sacrée escamote par les Gaillard, Bidault, Lacoste, etc., réduit à des extrémités très dures qui ont nom : guerre d'Algérie, austérité etc., etc.

Georges Levard, secrétaire général de la C.F.T.C., explique, sous le titre « La Paix Sociale passe par le coût de la vie », dans « Syndicalisme » du 27.11.1957, comment ce Syndicalisme chrétien a « refait » les travailleurs :

« Nos Syndicats et Fédérations, s'appuyant sur la stabilité des prix, ont tissé tout un réseau d'accords qui, tenant compte des progrès des méthodes de production et d'administration, garantissent le pouvoir d'achat. De même que nous nous sommes engagés loyalement dans cette voie, nous voulons croire à une égale loyauté de nos partenaires.

Mais les travailleurs répugnent aux efforts inutiles et réprochent les accords sans fondements. Et constituent de tels efforts et représentent de tels accords tous les contrats qui sont remis en cause par l'inflation... »

Quel bilan de faillite ! Après un tel constat de la manière dont les travailleurs ont été spoliés par la politique des « accords maison » ou des « accords sociaux » dans le cadre de la collaboration de classe Syndicats, patronat, gouvernement. M. Georges Levard, pour la centième fois, en appelle au Gouvernement pour que cela change ! Que voilà donc un de ces « efforts inutiles » qui répugnent tant, à juste titre, à tout travailleur !

Qui que soit le « réformisme » qui s'exprime, clerical ou laïque, il procède bien des mêmes méthodes impuissantes : Dans Forestier écrit en effet dans « L'Ecole Libératrice » du 21.11.57 : « Ce que demandent les fonctionnaires par la plateforme revendicative qu'ils ont soumise au Gouvernement est bien modeste et risque d'être rapidement dépassé, s'il n'est pas mis fin à certaines manœuvres laissant galoper les prix pour en arriver à l'inflation sous tous ses aspects... »

« ... Cette volonté d'arriver à des solutions positives », nous la traduirons tout à l'heure à la Commission inter-ministérielle chargée d'apporter des solutions rapides aux revendications propres aux enseignants... »

Reconnaissons toutefois que le camarade Forestier, à la différence de la C.F.T.C., a tenté de défendre cette plateforme, si dérisoire, sans arrière-pensée de recul et avec l'ensemble des travailleurs du Secteur Public.

Quant à « Force Ouvrière », dans son numéro du 21 novembre, elle traduit le même désarroi et les mêmes espoirs. Le communiqué de la C.F.E. Confédérale, du 15 novembre, est significatif : « ... Combler par des révisions de salaires les trous creusés dans les budgets familiaux par la hausse des prix. La C.E.E. exige des POUVOIRS PUBLICS (c'est nous qui soulignons) une ac-

Vers de nouveaux « accords Renault »

LES « accords Renault » qui furent signés le 15 septembre 1955, étaient prévus pour une durée de 2 ans. Ce délai expiré, la question se pose de leur reconduction pure et simple de leur aménagement ou de leur dénonciation.

Rappelons que ces accords furent signés à un moment important de la lutte des métallurgistes. Les travailleurs de Nantes et de Saint-Nazaire étaient en grève depuis plusieurs semaines. Leurs revendications se ramenaient à un seul mot d'ordre : « 40 fr. de l'heure d'augmentation égale pour tous ». Les métallurgistes de la Loire-Atlantique se rendaient parfaitement compte de la nécessité d'élargir la lutte qu'ils avaient commencée, de déborder le cadre départemental dans lequel ils étaient enfermés. Des appels de plus en plus pressants étaient adressés aux métallurgistes de la France entière, et plus particulièrement à ceux de la région parisienne.

C'est alors que la direction de la Régie Nationale des Usines Renault proposa aux organisations syndicales ce type d'accord qui devait ultérieurement faire tâche d'huile, 39 entreprises dans la métallurgie, 5 dans l'alimentation, 1 dans le caoutchouc, s'engagerent dans une politique similaire.

Le contenu de ces accords se résumait, pour les patrons, à ceci : « Lâcher peu, obtenir beaucoup ». De fait, pour quelques concessions minimes sur les salaires, un coup de chapeau à l'échelle mobile, un aménagement des retraites complémentaires, le patronat obtenait des organisations syndicales une véritable réglementation officieuse du droit de grève.

Rappelons pour mémoire que la

C.G.T., dénonçant ces accords comme « une entreprise de collaboration des classes », devait les signer, sans restriction, quelque 18 mois après leur rédaction.

Aujourd'hui, le journal « Les Echos » exprime de l'inquiétude pour l'avenir. Il n'est pas le seul. Un autre journal du patronat : « L'Usine Nouvelle », écrit ceci : « Mais elles (les grèves, tendent à servir de champ de manœuvre pour des offensives à caractère politique, voire révolutionnaire... C'est à leur insu (ceux des travailleurs) que le mouvement prend ce caractère et, croyant défendre leurs intérêts, ils ouvrent pour une action politique qu'ils n'ont pas approuvée et qui, grâce à leur appui — involontaire — établira un Gouvernement de dictature sous l'apparence d'une démocratie ouvrière ».

Ces lignes font écho aux déclarations de M. Villiers, président du C.N.P.E. : « Au moment où, devant la montée des périls, le pays aurait besoin de rassembler toutes ses forces et où l'union apparaît comme la condition première de tout redressement national ».

Mais, d'où vient cette inquiétude ? Pourquoi ne pas proroger, sans

autre forme de procès, des accords type Renault qui permettraient au patronat de dormir sur ses deux oreilles pendant encore 2 ans ?

Pourquoi plane-t-il de telles menaces et de telles craintes ? Parce que la situation n'est calme qu'en apparence.

Que peuvent « accorder » les patrons, face à l'augmentation catastrophique du coût de la vie ? Que peuvent proposer les organisations syndicales comme méthodes d'action, après 10 années et plus de luttes partielles, de demi-grèves, de grèves tournantes ?

Qu'une partie du patronat de la métallurgie ne veuille plus d'accords type Renault, que les organisations syndicales se sentent dépassées par les événements, voilà qui est bien le signe de la situation.

Des augmentations de salaires qui mettent en cause la domination économique du patronat ;

Des actions telles qu'elles permettent de briser la résistance patronale et gouvernementale,

Voilà ce qui est devant nous, avec la revendication d'une augmentation égale pour tous de 10.000 francs par mois et la préparation de la Grève Générale.

François TARRANT.

Dans l'Hérault

« Mon facteur me signale que les 64 distributeurs de Montpellier se sont réunis hier, pour la première fois aussi nombreux. L'unité est en marche à la base... »

A L'INSTITUT SAINT-PIERRE (Palavas) AUX H.L.M. DE MONTPELLIER 12.000.000 = 0

C'est un établissement « charitable » — la Direction n'en est elle pas assurée par une mère supérieure ?... Une petite fille, victime du stalinisme, a besoin de soins et d'une surveillance continuelle. Mais la « mère » (sic) refuse de la recevoir (« manque de place de personnel, etc... »). Charité bien ordonnée... Il est bien plus urgent de construire une chapelle où l'on priera pour la pauvre fillette... Et dire que la Sécurité Sociale et le Conseil Général subventionnent largement de telles institutions !

Il avait été prévu, pour 1958, la construction de 500 logements H.L.M. Terrains, plans, tout est prêt ; mais les organismes nationaux de crédit se refusent à financer leur part et la construction reste à l'état de projet.

Les architectes, eux, réclament et vont obtenir le paiement de leurs honoraires : 12 millions pour avoir dressé les plans.

Cependant, « on » va reprendre le projet de 500 logements, mais pour le secteur urbanisé. Les plans des architectes ne serviront à rien ; il faut tout recommencer en se conformant aux normes !

Négociations pour la paix en Algérie

(suite de la première page)

a, derrière ce texte, aucune concrétisation possible, aucune réalité, si ce n'est la volonté d'une poignée de multi-millionnaires de maintenir envers et contre tous leurs privilèges... et leur aptitude à imposer leur volonté, comme ils le font notamment depuis le 6 février 1956 et les tomates reçues par Guy Mollet, à la Nation toute entière.

L'incroyable violence avec laquelle la droite a accueilli l'intervention — pourtant combien modérée — d'un Mendès-France ne fait que souligner l'irréalité du débat ; ne fait qu'exprimer l'angoisse qui étreint les députés, conscients de l'urgence d'une solution, mais trop pusillanimes pour en prendre la responsabilité.

Chaque jour qui passe accroît la contradiction entre la politique française officielle et la solution qu'inscrivent dans les faits l'impuissance d'aucun des deux antagonistes de la guerre d'Algérie à imposer une solution militaire ; l'ouverture immédiate de négociations, sans exclusive ni préalable, entre le gouvernement français et toutes les organisations algériennes ; seul le peuple algérien, dans les conditions d'élections libres seront réunies, pouvant valablement être appelé à disposer de son sort.

Le mot d'ordre de la Conférence de la Table Ronde, mis en avant depuis 2 ans à la fois par le parti de Messali Hadj et par les militants ouvriers français les plus clairvoyants, prend ainsi une actualité toujours plus grande. Com-

bien de temps la politique française officielle pourra-t-elle encore ignorer ? Combien de temps pourra-t-elle encore s'embarquer dans le marais sanglant de la guerre ? Cela ne peut être prédit à l'avance. Il dépend des militants ouvriers qui comprennent ce que la situation impose, de rassembler les délégués de la paix.

Faut-il manifester à l'Assemblée nationale ?

(suite de la première page)

M. Barberis, un bon stalinien des Services Publics, s'est opposé à ce que les travailleurs des Services Publics manifestent devant l'Assemblée Nationale. Au nom de la politique qui prétend conquérir le Parlement bourgeois de l'intérieur, il protège le siège de l'état-major national de la vie chère et de la guerre.

Résultat : M. Gaillard, invité par l'Assemblée Nationale, décide d'augmenter le beefsteak de 80 fr. le kilo, de diminuer successivement les crédits aux œuvres de paix et de première nécessité.

Malgré leurs phrases, les Staliniens sont donc directement complices, au même titre que les députés socialistes et bourgeois.

Les travailleurs n'en finiront avec leur misère qu'en prenant d'assaut le Parlement, l'Assemblée Nationale...

Comme à Saint-Nazaire en 1955 !

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de :
1 an - 6 mois - 3 mois (1)
et verse :

1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)
au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris-XV